

Rencontre Panaméricaine de Défense de l'Emploi, des Droits, de la Réforme Agraire et du Parc Industriel

“Ils ferment, nous ouvrons les usines. Ils volent les terres et nous les occupons. Ils font la guerre et détruisent des nations, nous défendons la paix et l'intégration souveraine des peuples. Ils divisent et nous unissons. Parce que nous sommes la classe travailliste. Parce que nous sommes le présent et l'avenir de l'humanité”.

(Déclaration de la 1ère Rencontre Latino-américaine d'Entreprises Récupérées par les Travailleurs, Caracas, 29/10/05).

Pour défendre leurs intérêts les plus chers, les travailleurs ont résisté, dans tous les pays, à la liquidation d'usines, d'emplois, de nos droits, provoquée par la surexploitation à laquelle les capitalistes, leurs gouvernements, leurs multinationales et le capital financier veulent nous soumettre.

En Argentine ce sont des centaines d'usines récupérées par les travailleurs face à la crise causée par les capitalistes et leurs gouvernements soumis au capital ; en Uruguay un fort mouvement de récupération se développe avec le soutien de la PIT-CNT ; en Bolivie ce furent les mineurs qui défendirent d'abord leurs emplois contre la privatisation/liquidation des mines et mirent à l'ordre du jour de la révolution bolivienne la nationalisation du gaz et du pétrole ; au Brésil le mouvement ouvrier mena aux occupations d'usines et à la lutte pour l'étatisation pour sauver des milliers d'emplois ; au Venezuela les usines furent occupées contre le sabotage économique de la bourgeoisie et, avec le soutien de l'UNT, un mouvement qui mena aux étatisations promues par le gouvernement Chavez fut constitué ; aux Etats-Unis la fermeture de dizaines de grandes usines et la liquidation de milliers d'emplois mena les syndicalistes à questionner l'étatisation de ces entreprises.

Pour ces raisons, nous avons déjà réalisé diverses Rencontres nationales et internationales ; nous agissons donc pour intégrer nos luttes, nos peuples opprimés contre l'ennemi commun de l'humanité, le capital et ses guerres, le pillage et le retrait des richesses que nous produisons. A Caracas, en 2005, nous avons affirmé : *(Lisez au côté)*.

Et nous savons qu'il n'y a pas de droits humains sans travail et sous le massacre du capital. Sans Réforme Agra-

ire il n'y aura pas de travail à la campagne, seul le cortège de misère à la campagne et dans les villes augmentera. Les travailleurs ne peuvent pas accepter que les mouvements sociaux et les défenseurs de droits humains continuent à être criminalisés et soumis à des mesures judiciaires soutenues par des dénonciations destinées aux plus importants criminels.

Notre organisation et notre lutte peuvent, elles seules, sauver de manière durable tous les emplois et conquérir les revendications populaires. Ce n'est que la discussion libre et démocratique entre les travailleurs et notre articulation internationale qui peuvent garantir que notre lutte et organisation sont assez solides pour défendre les intérêts de la classe travailliste.

Notre échange d'expériences lors de la Rencontre Panaméricaine de Défense de l'Emploi, des Droits, de la Réforme Agraire et du Parc Industriel, nous permettra d'arriver à des conclusions et actions communes qui élèveront notre lutte dans chaque pays à un niveau supérieur.

Ce n'est qu'avec la lutte pour la défense de chaque emploi, de chaque conquête, que peut surgir une issue. A ceux qui osent nous dire qu'il n'y a pas d'issue, qu'il n'est pas possible d'affronter la force du capital, nous répondons avec notre détermination de combattre, unis, pour la défense de tout ce que l'humanité a construit comme progrès social.

Nous vous invitons tous à organiser vos délégations, à réaliser des activités nationales de préparation, et à nous réunir lors de la Rencontre Panaméricaine de Défense de l'Emploi, des Droits, de la Réforme Agraire et du Parc Industriel, dans les dépendances de la Cipla, au Brésil, les 8, 9 et 10/12/2006, pour résister, articuler et faire avancer notre lutte commune.

“Chaque usine fermée est un cimetière de postes de travail, comme l'est aussi le latifundium à la campagne. Pour cela, les travailleurs de la campagne et de la ville ont le droit d'occuper les usines et les terres pour défendre leur travail et la souveraineté de nos peuples. Pour cela, nous occupons les entreprises et les faisons produire”

(Déclaration de la 1ère Rencontre Latino-américaine d'Entreprises Récupérées par les Travailleurs, Caracas, 29/10/05).



CONTACT AVEC

Argentine

Eduardo Murúa

(15) 5997-8769

vascoeduardo@yahoo.com.ar



Brésil

Serge Goulart

(47) 3026-9233 - (48) 9963-0295

sergegoulart@cipla.com.br



Uruguay

Liliana Pertuy - 00598 2

4096680 - 4092267 - Fax 4004160

lpertuy@yahoo.com.ar



Venezuela

Jorge Paredes - 0414-2485124

0414-2525566 - 0416-2182821

frentecontrolobrero@gmail.com



Rencontre Panaméricaine de Défense de l'Emploi, des Droits, de la Réforme Agraire et du Parc Industriel

CONVOQUENT



La Coordination des Conseils des Usines Occupées, le Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre (MST), le Centre de Droits Humains-Joinville (CDH), du Brésil, le Mouvement National d'Entreprises Récupérées (MNER), d'Argentine, le Front Révolutionnaire d'Entreprises en Cogestion et Occupées (FRETECO), du Venezuela, le PIT-CNT, d'Uruguay, ont le plaisir d'inviter les travailleurs des usines récupérées, le mouvement des travailleurs de la campagne et de la ville et leurs organisations, les parlementaires qui revendiquent au nom du peuple, le mouvement populaire, la jeunesse, enfin tous ceux qui, au sein des Amériques, luttent pour défendre les intérêts de la classe travailliste et la souveraineté des peuples contre l'impérialisme, à participer à la Rencontre Panaméricaine de Défense de l'Emploi, des Droits, de la Réforme Agraire et du Parc Industriel, à Joinville, Santa Catarina, Brésil, les 8, 9 et 10/12/2006.

Joinville - SC - Brésil 8, 9 e 10/12/2006